

sociétés d'État. Quoique je n'approuve pas l'idée de la privatisation, il me faut féliciter le gouvernement pour avoir avoué ses véritables intentions à ce chapitre.

Le premier ministre de ma province, M. Grant Devine, craint tellement le terme «privatisation» qu'il a créé un tout nouveau portefeuille au sein de son Cabinet. Il entend l'appeler, non pas le ministère de la Privatisation, mais le ministère de la Participation publique, afin de mieux cacher son véritable rôle, soit celui de céder les ressources et les services publics au secteur privé. En Saskatchewan, lorsqu'ils parlent de cette initiative, les simples citoyens, qui soit dit en passant vont vraisemblablement obliger bientôt le premier ministre Devine à une retraite retentissante, parlent de «piratisation» au lieu de «privatisation».

Quoi qu'il en soit, dans son discours du Trône, le gouvernement persiste à vouloir céder les avoirs publics au secteur privé. En ma qualité de critique de mon parti dans le domaine des postes, je me fais surtout du souci à propos de Postes Canada, une société d'État que le gouvernement privatise peu à peu sans avoir obtenu des Canadiens l'autorisation de le faire, et sans leur permettre de dire ce qu'ils en pensent.

Aujourd'hui même, j'ai assisté à l'entrevue que Jean-Claude Parrot, président du Syndicat national des postiers, a accordée aux journalistes. Il a notamment exhorté le gouvernement à créer une Commission royale d'enquête chargée d'examiner le fonctionnement des postes. Il a dit que les choses y allaient si mal que des gens se suicident. Il a assimilé le milieu de travail à un baril de poudre sur le point d'exploser. La seule chose utile que le gouvernement puisse faire, c'est de procéder sur-le-champ à une enquête. J'appuie sans réserve les postiers qui réclament la tenue d'une Commission royale d'enquête et je les félicite de leur attitude.

Je tiens à citer un bref extrait de la lettre que les postiers ont adressée au ministre chargé de Postes Canada. M. Parrot y déclare ce qui suit:

La mèche est de plus en plus courte. La direction de Postes Canada a tellement intensifié ses mesures de harcèlement des travailleurs depuis un an que si elle n'arrête pas, les Postes vont sûrement exploser. La seule façon de découvrir ce qui se passe vraiment au sein de cette société d'État, c'est de procéder à une enquête publique. C'est la seule façon d'obliger la direction de Postes Canada de rendre des comptes aux Canadiens. C'est la seule façon également d'éviter que le chaos ne règne tout à fait aux Postes.

Plus loin, il ajoute:

En avril 1989, monsieur le Ministre, nous devons tous reconnaître que la Société des postes a lamentablement failli à la tâche que le Parlement lui avait confiée en 1981. Elle a laissé son service se détériorer à tel point qu'elle est elle-même devenue un objet de ridicule et de colère dans toutes les localités du Canada. Elle a laissé ses rapports avec ses employés se gâter au point que la direction traite les travailleurs, au mieux, comme des enfants indisciplinés qu'elle doit

*L'Adresse—M. Taylor*

constamment surveiller et morigéner, et au pire, comme des agents ennemis qu'elle doit absolument détruire.

Il termine ainsi:

Cette Commission royale d'enquête permettra d'éclaircir la situation et de montrer à ceux qui ont des yeux pour voir ce qu'il est advenu de Postes Canada. Elle permettra en outre de rétablir le mandat législatif de la Loi sur la Société canadienne des postes comme phare devant guider les activités et le rôle de la Société, initiative vitale pour les travailleurs des Postes et pour le service fourni aux Canadiens.

Le gouvernement en général et les ministres chargés de Postes Canada en particulier peuvent s'attendre à ce que je revienne là-dessus très bientôt. J'aimerais signaler aujourd'hui certains points concernant l'engagement que le gouvernement a pris dans le discours du Trône de réaliser la privatisation.

Pendant la campagne électorale dans l'Ouest, les électeurs parlaient beaucoup de la qualité de la vie dans les régions rurales et déploraient qu'elle se détériorait depuis quelques années. La fermeture ou la fusion de bureaux de poste ruraux, la réduction des routes postales rurales et la suppression ou la détérioration des services postaux ruraux ne sont qu'autant d'indices de plus que le gouvernement fédéral ne se préoccupe nullement de la qualité de la vie dans la campagne canadienne.

Le gouvernement actuel a du Canada rural une vision autre que celle qu'en ont ses habitants. Ce n'est pas celle qu'en avaient nos parents et nos grands-parents quand ils s'y sont établis. La vision qu'en a le gouvernement est celle d'un Canada rural qui répond aux besoins du marché, et le marché exige moins de gens et moins de services dans les régions rurales du pays.

Nous voyons déjà un dépérissement de la vie rurale partout en Saskatchewan. Des embranchements ferroviaires sont disparus, des écoles ont fermé, le réseau hospitalier fait l'objet d'un examen, et les bureaux de poste ferment. Je me suis rendu récemment à Léoville, une petite localité située au nord de Spiritwood, près du centre de ma circonscription. Ses habitants craignent mortellement qu'on leur enlève leur bureau de poste. Ils ne veulent pas du programme de conversion proposé par Postes Canada.

Le président de la Chambre de commerce de Léoville et le propriétaire-exploitant de l'épicerie locale m'ont dit que leurs localité a dû se battre pour tout ce qu'elle a obtenu. Ils vont se battre pour leur bureau de poste, et il est bon de faire flotter un drapeau canadien sur un immeuble du gouvernement fédéral dans leur localité. Je dis bravo à M. Lalonde de Léoville et aux autorités municipales de tout le Canada qui sont prêts à lutter pour ce en quoi ils croient. Je lutterai aux côtés des habitants de Léoville et de tous les autres Canadiens qui veulent protester parce que je crois que la direction prise par